

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

14 DÉCEMBRE 1993

BUDGET ADMINISTRATIF

du Ministère de la
Défense nationale pour
l'année budgétaire 1994

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA DEFENSE NATIONALE (1)

PAR M. CANDRIES

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le présent budget
administratif lors de sa réunion du 6 décembre 1993.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Devolder.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Candries, Cauwen-
berghs, Ghesquière, Mar-
soul, Sarens.
P.S. MM. Biefnot, Féaux, Henry,
Santkin.
V.L.D. MM. Cordeel, Demeulenaere,
Devolder, Van Mechelen.
S.P. MM. Colla, De Bremaeker,
Peeters (J.).
P.R.L. MM. De Decker, Saulmont.
P.S.C. MM. Beaufays, Sénéca.
Ecolo/ MM. Dallons, Van Diende-
Agalev ren
Vl. M. Spinnewyn.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Brouns, Moors, Taylor, Van der
Poorten, Vandeurzen, Van Looy.
MM. Charlier (G.), Harmegnies (Y.),
Janssens, Perdieu, Ylieff.
MM. Chevalier, Coveliers, Kemp-
naire, Van houtte, Vautmans.
MM. Baldewijns, Bourgois (M.),
Schellens, Swennen.
MM. Damseaux, Draps, Pivin.
MM. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon-
celet.
MM. Barbé, Morael, Winkel.
MM. Dewinter, Van Overmeire.

Voir :

- 1235 - 93 / 94 :

— N° 1 : Budget administratif.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

14 DECEMBER 1993

ADMINISTRATIEVE BEGROTING

van het Ministerie van
Landsverdediging voor het
begrotingsjaar 1994

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER CANDRIES

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft deze administratieve begro-
ting besproken tijdens haar vergadering van 6 de-
cember 1993.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Devolder.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Candries, Cauwen-
berghs, Ghesquière, Mar-
soul, Sarens.
P.S. HH. Biefnot, Féaux, Henry,
Santkin.
V.L.D. HH. Cordeel, Demeulenaere,
Devolder, Van Mechelen.
S.P. HH. Colla, De Bremaeker,
Peeters (J.).
P.R.L. HH. De Decker, Saulmont.
P.S.C. HH. Beaufays, Sénéca.
Ecolo/ HH. Dallons, Van Diende-
Agalev ren
Vl. H. Spinnewyn.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Brouns, Moors, Taylor, Van der
Poorten, Vandeurzen, Van Looy.
HH. Charlier (G.), Harmegnies (Y.),
Janssens, Perdieu, Ylieff.
HH. Chevalier, Coveliers, Kemp-
naire, Van houtte, Vautmans.
HH. Baldewijns, Bourgois (M.),
Schellens, Swennen.
HH. Damseaux, Draps, Pivin.
HH. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon-
celet.
HH. Barbé, Morael, Winkel.
HH. Dewinter, Van Overmeire.

Zie :

- 1235 - 93 / 94 :

— N° 1 : Administratieve begroting.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Le Ministre de la Défense nationale rappelle que le budget général des dépenses pour 1994, section Défense nationale, a été examiné en commission le 7 octobre, réunion au cours de laquelle il a exposé sa politique sur la base des chiffres figurant dans la note de politique ainsi que dans la structure par programmes.

Les chiffres plus détaillés contenus dans le budget administratif à l'examen permettent de mieux comprendre cette structure par programmes, qui est en l'occurrence scindée par article budgétaire et donne (à partir de la p. 23) un aperçu de l'objet et de la nature de chaque dépense.

II. — DISCUSSION

M. De Bremaeker souhaite savoir si les résultats de la vente du matériel militaire excédentaire sont conformes aux prévisions en la matière.

Le Ministre lui répond que le produit de cette vente s'élève à 240 millions de francs. Il fera rapport détaillé, à ce sujet, dans le courant du mois de janvier 1994, puis tous les trois mois. Il précisera aussi l'affectation des crédits disponibles.

Le Ministre estime que cette initiative constitue un véritable succès. La motivation est grande au sein du Département et le matériel, qui auparavant devait être détruit à grands frais, peut maintenant être revendu à un prix intéressant.

Le Président demande ce qu'il advient de la vente des domaines et des installations militaires. Où en sont les contacts avec les Régions pour ce qui concerne les éventuelles modifications à apporter aux plans du secteur ? De telles ventes pourront-elles encore avoir lieu en 1994 ?

Le Ministre fait observer que toute cette procédure n'en est qu'à ses débuts. Les contacts sont en cours, essentiellement avec la Région Flamande, puisque c'est là que se situent la plupart de ces domaines. Le Ministre flamand de l'Aménagement du Territoire a déjà décidé quant à la destination ultérieure de certains des terrains concernés. Le Ministre flamand de l'Environnement a également marqué son intérêt pour l'achat d'un domaine en Flandre occidentale. Ces négociations se poursuivront dans les mois à venir, en concertation avec les autorités locales.

M. De Bremaeker s'interroge sur l'harmonisation des différents régimes de primes, annoncée récemment par le Ministre. Le membre attire également l'attention sur la situation particulière des démineurs, qui ont notamment opéré à Kismayo (Somalie). La nature de leur mission ne justifie-t-elle pas ici

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

De Minister van Landsverdediging herinnert eraan dat de bespreking van de Algemene Uitgavenbegroting 1994, sectie Landsverdediging, op 7 oktober 1993 plaatsvond in de Commissie, waarbij hij toen zijn beleid had toegelicht aan de hand van de cijfers opgenomen in de beleidsnota en de bijhorende programmastructuur.

De voorliggende administratieve begroting geeft een meer gedetailleerd cijfermatig inzicht in deze programmastructuur, die nu verder opgesplitst is per begrotingsartikel en die (vanaf blz. 23) een overzicht geeft van de inhoud en de aard van iedere uitgave.

II. — BESPREKING

De heer De Bremaeker wil weten of de resultaten van de verkoop van overtollig militair materieel overeenstemmen met de vooruitzichten.

De minister antwoordt dat de verkoop tot dusver 240 miljoen frank heeft opgebracht. Hij zal daarover in de loop van de maand januari 1994 en daarna om de drie maand gedetailleerd verslag uitbrengen. Tevens zal hij nader toelichten waarvoor de beschikbare kredieten zullen worden bestemd.

De minister is van oordeel dat het initiatief een succes is. De motivatie is groot op het departement, aangezien materieel dat vroeger met grote kosten moest worden vernietigd nu tegen een interessante prijs kan worden verkocht.

De voorzitter vraagt hoe het gesteld is met de verkoop van militaire domeinen en installaties. Hoe verlopen de contacten met de Gewesten in verband met eventuele wijzigingen van het gewestplan ? Kunnen dergelijke verkopen in 1994 nog plaatsvinden ?

De minister merkt op dat de procedure nog maar pas is gestart. Er zijn al contacten, voornamelijk met het Vlaamse Gewest, aangezien de meeste betrokken domeinen zich in dat Gewest bevinden. De Vlaamse gemeenschapsminister van Ruimtelijke Ordening heeft reeds beslissingen genomen met betrekking tot de toekomstige bestemming van sommige van die domeinen. De Vlaamse minister van Leefmilieu heeft eveneens al belangstelling getoond voor de aankoop van een domein in West-Vlaanderen. Die onderhandelingen zullen tijdens de komende maanden worden voortgezet, in overleg met de lokale overheden.

De heer De Bremaeker heeft vragen omtrent de harmonisering van de verschillende premiestelsels die de minister onlangs heeft aangekondigd. Het lid vestigt tevens de aandacht op de bijzondere situatie van de ontminers die met name in Kismayo (Somalië) hebben gediend. Is het gelet op de aard van hun

un traitement particulier, eu égard aux risques encourus ?

Le Ministre précise qu'il poursuit en effet, une plus grande simplification et une transparence des régimes de primes et d'allocations. Il va cependant de soi que si l'on adopte une telle démarche, il devient difficile de tenir compte des spécificités de chaque mission ou de chaque situation.

Il faut cependant admettre que les primes accordées aux démineurs sont assez peu élevées. Dans l'attribution des primes, il faudra, en tous cas tenir compte des degrés dans le danger ou des difficultés rencontrées.

Le Ministre attire aussi l'attention sur le traitement favorable dont bénéficient parfois les diplomates dans des situations pourtant analogues.

Sur place, cela peut alors donner lieu à des malaises. A ce niveau, il ne faut donc pas exclure une approche interdépartementale.

Le Ministre ajoute que l'uniformisation future devra également envisager l'aspect « fiscalité ». Il est déjà acquis qu'en net, les militaires devront pouvoir garder les gratifications dont ils disposent actuellement. Cela signifie concrètement que le montant brut affecté aux primes devra être beaucoup plus élevé qu'actuellement, ce qui aura des conséquences évidentes au niveau budgétaire.

M. Spinnewyn voudrait savoir s'il y a des retards dans le paiement des primes dues dans le cadre des opérations internationales. Il croit savoir que cela est effectivement le cas.

Le Président cite le cas d'un militaire dont les primes de septembre n'ont pas encore été versées.

Le Ministre fait valoir que la situation a déjà été sensiblement améliorée depuis son arrivée à la tête du Département, suite aux simplifications qu'il a décidées. Il fera cependant étudier si des retards existent.

Le paiement est effectué normalement 4 à 6 semaines après la prestation, mais des exceptions sont toujours possibles.

*
* *

Le Président donne lecture de la lettre en date du 1^{er} décembre 1993 de la Cour des comptes, dans laquelle le Premier Président fait observer qu'en application de l'article 20 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, elle a examiné le budget administratif ajusté du ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1993, tel qu'il a été déposé le 16 novembre 1993 à la Chambre des Représentants, et qu'elle n'a aucune observation à formuler concernant la conformité de ce document avec le contenu et les objectifs du Budget général des dépenses de la même année, tel qu'ajusté par le projet de loi

opdracht niet gerechtvaardigd dat zij een bijzondere behandeling krijgen, aangezien zij toch groot gevaar hebben gelopen ?

De minister licht toe dat hij de regelingen voor premies en toelagen inderdaad eenvoudiger en doorzichtiger wil maken. Het spreekt echter vanzelf dat hij bij een dergelijk streven moeilijk rekening kan houden met de specifieke aard van iedere opdracht of iedere situatie.

Hij geeft evenwel toe dat de premies die aan de ontminers worden toegekend vrij bescheiden zijn. Bij de toekenning van premies moet in ieder geval rekening worden gehouden met gradaties in het gevaar of de moeilijkheden waarmee men te maken krijgt.

De minister vestigt er de aandacht op dat diplomaten in vergelijkbare situaties soms een gunstiger behandeling krijgen.

Ter plaatse kan dat natuurlijk malaises veroorzaken. Een interdepartementale aanpak mag hier dus niet worden uitgesloten.

De minister voegt hieraan toe dat de toekomstige uniformisering ook rekening zal moeten houden met het aspect fiscaliteit. Er is reeds afgesproken dat de militairen de netto gratificaties waarover ze nu beschikken moeten kunnen behouden. Concreet betekent zulks dat het bruto bedrag dat aan premies wordt besteed veel hoger zal moeten liggen dan nu het geval is, wat op budgettair vlak natuurlijk gevolgen zal hebben.

De heer Spinnewyn vraagt of de uitbetaling van de premies die in het kader van de internationale operaties verschuldigd zijn, vertraging heeft opgelopen. Hij meent te weten dat dit wel degelijk het geval is.

De voorzitter geeft het voorbeeld van een militair die de premies voor september nog niet ontvangen heeft.

De minister merkt op dat de toestand al aanzienlijk is verbeterd sinds hij aan het hoofd van het departement staat, aangezien hij vereenvoudigingen heeft doorgevoerd. Hij zal evenwel laten nagaan of de uitbetalingen vertraging hebben opgelopen.

Normaal geschiedt de uitbetaling 4 à 6 weken na de prestatie. Uitzonderingen zijn evenwel altijd mogelijk.

*
* *

De voorzitter leest de brief voor van het Rekenhof van 1 december 1993 waarin de eerste voorzitter opmerkt dat het Rekenhof met toepassing van artikel 20 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit de aangepaste administratieve begroting van het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1993, zoals die werd ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers op 16 november 1993, heeft onderzocht, en dat het Rekenhof geen opmerkingen heeft omtrent de overeenstemming van dit document met de inhoud en de doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting van

n° 1220/1-93/94, déposé à la Chambre des Représentants.

**III. — PROPOSITION
DE MOTION MOTIVÉE**

Par dix voix contre deux, la Commission adopte la proposition de motion motivée ci-après, constatant que le Budget administratif du Ministère de la Défense nationale est conforme au contenu et aux objectifs du projet de Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994.

Le Rapporteur,

H. CANDRIES

Le Président,

J. DEVOLDER

datzelfde jaar, zoals die was aangepast door wetsontwerp n° 1220/1-93/94, ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

**III. — VOORSTEL VAN
GEMOTIVEERDE MOTIE**

De commissie keurt het hieronder opgenomen voorstel van gemotiveerde motie goed met tien tegen twee stemmen, en stelt vast dat de administratieve begroting van het ministerie van Landsverdediging overeenstemt met de inhoud en de doelstellingen van het ontwerp van Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994.

De Rapporteur,

H. CANDRIES

De Voorzitter,

J. DEVOLDER

PROPOSITION DE MOTION MOTIVEE
ADOPTÉE PAR LA COMMISSION

« La Chambre,

Vu les articles 12 et 14 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat (Moniteur belge du 21 août 1991),

Vu également les articles 74, n^{os} 8 et 9, et 81 du Règlement de la Chambre,

Vu enfin le projet de Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994, adopté le 10 novembre 1993 par la Chambre :

1) *Constate* que le budget administratif du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1994, qui a été transmis, est composé de *tableaux d'allocations de base*, ainsi que le prévoient les lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat;

2) *Constate par ailleurs* que dans sa lettre du 1^{er} décembre 1993, la *Cour des comptes* fait savoir qu'elle n'a pas d'observations fondamentales à formuler à propos de la conformité de ce budget administratif avec le *Budget général des dépenses* pour l'année budgétaire 1994.

*
* *

Déclare que ce budget administratif est conforme au contenu et aux objectifs du projet de Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994 ».

VOORSTEL VAN GEMOTIVEERDE MOTIE
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

« De Kamer,

Gelet op de artikelen 12 en 14 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (Belgisch Staatsblad van 21 augustus 1991),

Mede gelet op de artikelen 74, n^{os} 8 en 9, en 81 van het Reglement van de Kamer,

Gelet ten slotte op het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994, dat op 10 november 1993 door de Kamer werd goedgekeurd :

1) *Stelt vast* dat de overgezonden administratieve begroting van het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1994 bestaat uit *tabellen van de basisallocaties*, zoals door de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit is voorgeschreven;

2) *Stelt tevens vast* dat het *Rekenhof*, bij brief van 1 december 1993, meldt dat het *geen fundamentele opmerkingen heeft inzake de overeenstemming* van deze administratieve begroting met de *algemene uitgavenbegroting* voor het begrotingsjaar 1994.

*
* *

Verklaart dat deze administratieve begroting in overeenstemming is met de inhoud en de doelstellingen van het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 ».